



# ASSEMBLÉE NATIONALE

## 9ème législature

### Taxe professionnelle

Question écrite n° 67075

#### Texte de la question

M Francois Hollande attire l'attention de M le ministre du budget sur le decalage d'imputation du plafonnement prévu pour la cotisation relative a la taxe professionnelle. En effet, la loi de finances prévoit que, pour la taxe professionnelle due a partir de 1993, la cotisation sera plafonnee a 3,5 p 100 de la valeur ajoutée produite durant l'année au titre de laquelle l'imposition est établie. Or cet allégement ne pourra plus être imputé sur la cotisation due le 15 decembre de l'année pour laquelle le plafonnement est demandé, mais seulement sur l'acompte exigible l'année suivante, soit le 15 mai. Ce nouveau regime fiscal alourdit la gestion de tresorerie des entreprises en les obligeant, dans de nombreux cas, a effectuer une avance a l'Etat, non productive d'interets. Il lui demande quelles mesures d'assouplissement sont susceptibles d'être prises en la matiere.

#### Texte de la réponse

Reponse. - Le nouveau dispositif de plafonnement de la taxe professionnelle par rapport a la valeur ajoutée prévu par l'article 27 de la loi des finances pour 1993 a été justifié par la necessite de maitriser l'accroissement du deficit budgetaire du a la crise économique mondiale. Cette mesure a l'avantage de ne faire peser sur les entreprises qu'un cout de tresorerie contrairement au prelevement perenne qu'occasionnerait une hausse d'impôt. En outre, elle permet de mieux apprehender la situation réelle des entreprises au moment du paiement de la taxe professionnelle et d'alléger leurs obligations declaratives. Loin de penaliser les entreprises, ce dispositif tient compte de l'augmentation ou de la diminution de la valeur ajoutée enregistrée entre l'année de reference retenue pour le calcul de la taxe professionnelle (N-2) et l'année de paiement de cette taxe (N). Ce dispositif est plus simple, plus juste et plus efficace économiquement que le precedent. Cette reforme doit être replacee dans le contexte de la politique de baisse des charges fiscales menees par le Gouvernement depuis 1988. Ainsi, les mesures fiscales contenues dans la loi de finances pour 1993 allègent, en regime de croisiere, les charges des entreprises de 1,7 milliard de francs. Au total, depuis 1988, l'allégement des charges fiscales des entreprises a été de 48 milliards de francs.

#### Données clés

**Auteur :** [M. Hollande Fran?ois](#)

**Circonscription :** - Socialiste

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 67075

**Rubrique :** Impôts locaux

**Ministère interrogé :** budget

**Ministère attributaire :** budget

#### Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 15 février 1993, page 554